

Le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRÉ COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2°)

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'ÉTRANGER
Un an... 48 fr.	Un an... 80 fr.
Six mois... 25 fr.	Six mois... 41 fr.
Trois mois... 13 fr.	Trois mois... 22 fr.
Chèque postal F. 6461-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque

AVEC ELLE



(Photographie prise hier.)

« Au même instant passait, dans un vacarme joyeux, une voiture illuminée. A l'intérieur, une femme, jeune encore quoique son visage ne reflétait nulle jeunesse, souriait à ses compagnons de plaisir. Elle était, radieuse, des bouffées d'orgueil lui montaient au cerveau, mêlées à la joie nerveuse de la fête nocturne. »

« Cette femme, c'était Germaine Berton qui parlait réveillonnée. »

CAMILLE AYMAR.

(La Liberté).

On nous la rendue.

Dès qu'elle eut franchi les portes de Saint-Lazare, son premier mouvement, comme d'instinct, fut vers les compagnons. Tout de suite, elle vint au *Libertaire*. Il était six heures du soir ; dans la petite boutique bondée de copains, elle fut comme une apparition miraculeuse.

« Bonsoir, mes camarades. Et merci à tous. Me voici revenue parmi vous. Ils étaient tellement émus et contents qu'ils en restèrent stupéfaits, ne se lassant pas de la regarder, mais sans savoir quoi dire. Ils auraient bien voulu l'embrasser. Mais ils n'osaient pas. »

« Elle serra les mains à la ronde, simplement ; elle regarda les livres de la nouvelle librairie qu'elle ne connaissait pas encore ; puis elle sortit et alla dîner chez un couple de bons militants, dans un vieux quartier ouvrier de Paris. »

Après la mise en page du journal, à 2 heures du matin, par cette nuit de Noël, nous avons été l'y retrouver. Retenu par nos occupations professionnelles, nous n'avions pas pu encore la voir libre. Nous l'avons retrouvée dans ce petit logement d'un 5° étage. Et là, autour de la table de cuisine, près du vieux poêle où chauffait le thé, nous avons parlé longuement, longuement, jusqu'au petit jour.

Image doucement symbolique de la fraternité anarchiste. Ah ! Monsieur Camille Aymard, comment avez-vous pu inventer la grotesque mensonge qui vous a permis vous, pour de bon, d'avoir l'argent d'un réveillon fastueux ?... Ah ! Monsieur Léon Daudet, comme vous devriez avoir honte de vos imaginations malsaines sur les « coucheries à trois »...

Où, deux hommes et trois femmes étaient là dans une pauvre pièce, autour d'une lampe à pétrole cinq êtres communiant dans l'identique amour des idées, et attendant avec sérénité la fin de cette nuit merveilleuse qui les avait réunis là.

« Elle disait : « Me voilà enfin bien avec vous, prête à reprendre la lutte comme vous dans le mouvement anarchiste. »

« Quelques jours de repos seulement afin de remettre d'aplomb l'organisme ébranlé par le drame, la prison, le procès... et la propagande me retrouvera pour servir notre cher idéal libertaire. »

Et, en parlant, ses yeux s'animèrent malgré la fatigue, son front se redressait fièrement. On la sentait prête à la lutte.

« Ah ! les radicaux et les républicains du Bloc des gauches se font des illusions s'ils imaginent que la chère petite militante fera leurs jeux pour leur sale cuisine électorale. Contre les gens d'Action française, elle le fut en anarchiste qui combat toutes les autorités et, par conséquent, avant tout, la forme la plus brutalement oppressive de l'appareil gouvernemental : le royalisme. Mais, si elle a accepté, contre les camelots du Roi, le témoignage de certaines braves gens parmi les vieux républicains, elle n'oublie pas que la République bourgeoise est, suivant la forte expression qu'on lui a tant reprochée durant le procès, « une ogresse au muflle taché de sang ». Non ! elle n'oublie pas Fourmies, Courrières, Ville-neuve-Saint-Georges, l'assassinat du petit Lornes, de Béradia. Elle sait que Cottin, Gaston Rolland, Bouvet et tant de camarades sont en prison. Et son premier souci, en retrouvant la liberté, est de se rendre utile pour les sauver, d'œuvrer pour hâter l'émancipation des travailleurs, leur affranchissement du joug capitaliste et de la tutelle politique. »

Contre toutes les autorités, contre tous les gouvernements, contre tous les partis, Germaine Berton luttera avec les anarchistes. Elle ne se laissera pas plus captiver par les uns qu'approprié par les autres. La solidarité des anarchistes sera vigilante pour la préserver de tous les mauvais contacts, d'où qu'ils viennent, et pour lui faciliter les premiers pas qu'elle fait de nouveau dans cette vie si âprement sociale.

Non, notre Germaine ne connaîtra plus les heures d'abandon. Elle ne doit pas revoir le visage grimaçant de la Misère solitaire. Avec nous, chez nous, parmi les compagnons, elle trouvera à exercer, dans la paix, son activité de militante, son intelligence féconde. Et le souvenir de ce qu'elle a fait, porté par elle comme un diadème de force, nous éclairera sur la route douloureuse de l'Anarchie.

Après quelques jours de repos, elle viendra partager avec nous les heures de joyeux labeur.

Mais déjà, hier, elle est venue passer une heure à l'imprimerie, dans la salle

de rédaction. Et, tandis qu'assise à la même table que nous, elle lisait la collection des premiers numéros du *Libertaire* quotidien, nous sentîmes une atmosphère de travail, de courage et de renouveau nous envelopper... A l'œuvre, compagnons, pour l'Anarchie !

LE LIBERTAIRE.

Qu'ils fassent attention

Un rédacteur du journal *L'Eclair* a interrogé M. Pujo, rédacteur en chef de l'Action Française, pour savoir ce que les royalistes pensaient de la sentence du jury, et quelles étaient les intentions des camelots du roi.

Et M. Pujo a répondu :

« Les mots sont incapables de traduire ma pensée. Et puis, à quoi bon parler ? Allez ! C'est bien inutile. C'est agir qu'il faut. »

« Et comprenez-moi bien. Nous considérons ici, à l'Action Française, que la justice est refusée aux royalistes, parce que royalistes. C'est la constatation d'un fait. Inutile que je vous en indique la conclusion : elle s'impose. C'est, et j'insiste là-dessus, c'est un scandale qui vient d'être commis ! Un scandale !... Les jurés ont-ils donc pu être à ce point abusés ? Leur jugement unique autorise le crime ! C'est presque du sang qui recouvre leurs mains... Mais peut-être ces hommes n'ont-ils pas été assez éclairés ! Il est évident que le procureur général et le président ont manqué de courage. C'est qu'ils avaient surtout souci de couvrir la police, — la police complice de l'anarchie... »

« La justice n'a pas vengé Plateau, Plateau sera vengé ! »

Depuis hier soir nous sommes prévenus des intentions des apaches royalistes. Nous savons que notre Germaine, sortie enfin des griffes monstrueuses de la justice, n'est pas hors de danger : QU'ELLE EST MENACÉE PAR LES CAMELOTS DU ROI.

Mais que ceux-ci prennent bien garde, et leurs chefs aussi qui se nomment Daudet, Maurras et Pujo.

Non seulement nous saurons protéger la Justicière, mais nous prévenons ces courageux chevaliers que si quelqu'un d'entre eux touche à un cheveu de notre amie nous nous paierons largement sur leur peau, nous en faisons ici le serment.

La péroraison de la défense

C'est avec plaisir que nous relevons dans l'Ere Nouvelle la péroraison entière de la plaidoirie de M^e Torrès et que nous la portons à la connaissance de nos lecteurs.

La voici :

« Et tu as pleuré, petite fille, intransigeante et fière, qui avais fait le sacrifice de la vie à ton idée. Et maintenant, mes sieurs les jurés, je vous apporte ma conviction : acquittez-la. »

Vous devez l'acquitter par tout ce qu'elle représente d'abandon, d'héroïsme et de misère. Vous devez l'acquitter pour tout ce qu'en-dessus d'elle a représenté ce procès.

Vos prédécesseurs, messieurs les jurés, ont acquitté Villain. Vos prédécesseurs, c'est vous-mêmes, car le jury est un comble à la République.

Vous savez ce qu'était Jaurès pour nous et quelle plaie saigne encore à notre flanc. C'est lui, Villain, vous seuls pouvez.

L'homme qui a fini la guerre a dit, parlant des Français et des Allemands : « Un terrible compte était ouvert de peuple à peuple ! » Pour fermer ce compte, il faut une paix. Elle vaut ce que valent toutes les conventions humaines, mais c'est la paix.

Un terrible compte, messieurs les jurés, était ouvert depuis la mort de Jaurès, entre les bandes royalistes et la foule unanime et immense qui fait à sa mémoire un pieux cortège.

Pour fermer ce compte, acquittez Germaine Berton après Villain. Sinon, des deux cadavres étendus sur la dalle, vous proclamerez que celui de Plateau était le plus grand.

Votre verdict condamnerait ces hommes pour qui, dans l'aube des temps meilleurs, se lève la religion de Jaurès. Pour eux, Jaurès serait frappé une seconde fois.

Pour que votre verdict soit apaisant, pour celle-ci et pour ceux-là, placez-la sous la tutelle de celui qui n'a pas attendu pour pardonner que les inspirateurs du meurtre aient ici désavoué l'assassin.

Qu'en-dessus des violences et des haines s'élève la grande voix de celui, qui, s'il n'était pas tombé face à la guerre, en avant des armées, eût sonné le réveil de Valmy et jeté au monde le cri déchiré de la paix.

Paix pour tous, messieurs les jurés. Et, pour tous, justice. Je ne la glorifie pas. Pour le sang d'une gloire mais pour que le sang cesse de couler, pour que Jaurès soit exaucé, que celle qui frappa par le plus sincère outrage à sa mémoire, aille rejoindre Villain dans l'absolution et demain dans l'oubli.

REMERCIEMENTS

Germaine Berton remercie chaleureusement tous les camarades.

Elle ne peut répondre, pour le moment, à tous ceux qui lui ont témoigné d'une façon ou d'une autre leur sympathie et leur solidarité. Elle espère être bientôt en mesure d'écrire à nombre d'entre eux.

APRÈS LE VERDICT

Ce qu'en dit la presse

Le Quotidien :

Jusqu'au bout, Germaine Berton s'est montrée à ses juges telle qu'elle est : avec sa foi ardente, sa charité amère, ses faiblesses, toutes ses faiblesses, et son orgueilleuse obsession que, telle quelle, elle pouvait encore être une justicière.

Ses juges, cependant, l'ont déclarée non coupable.

Pourquoi ?

Ah ! il n'y a pas de mystère.

Parce que, se prononçant d'après leur conscience et non d'après des textes, ils lui ont reconnu l'excuse de la provocation.

Quelque regret qu'ils eussent de laisser sans aucune sanction le meurtre de Marius Plateau, ils ont acquitté Germaine Berton pour condamner l'Action Française.

Toute la moralité, la haute moralité du verdict est là.

Les gens d'Action Française s'efforcent, depuis des années, d'instaurer un régime de délation, de haine, de violence.

Ils écrivent avec du vitriol.

Ils discutent avec des maîtres.

Calomnieurs, empoisonneurs, assassins, ils créent autour d'eux une atmosphère où tous les gestes sont des coups, où toutes les pensées vont au meurtre.

Ils le savent.

Ils s'en font gloire.

Ils tirent orgueil de leurs provocations.

Mais, dans cette atmosphère, d'autres cerveaux se troublent, d'autres cœurs s'exaltent.

Et c'est ainsi que Marius Plateau est tombé en homme de main qui faisait courageusement la besogne de trois lâches coquins.

Le Figaro :

Les jurés ont acquitté Germaine Berton ; ils ont pris cette lourde responsabilité, d'un cœur léger sans doute. C'est peut-être plus qu'une erreur : c'est une faute, car demain les amis de Germaine Berton feront de la meurtrière une héroïne, et si les femmes étaient éligibles ils soutiendraient sa candidature.

Le règne de Caïn n'est pas près de finir ; une sorte de jurisprudence vient de s'établir. Après le crime passionnel, le crime politique est acquitté. « Tuer n'est pas répondre à une attaque, disait M^e Torrès dans une fort belle plaidoirie ; mais moi, j'absous toujours. » Et on a absous.

Le principe est posé. Il est bien grave. « De quoi demain sera-t-il fait ? »

Le Gaulois :

L'assassin Delval, qui tua deux gendarmes et le chef de la police de Toulon, est monté samedi sur l'échafaud, en criant : « Vive Germaine Berton ! » Le jury de la Seine s'est rallié hier à l'opinion de ce bandit.

Sous le coup de quelle aberration des citoyens français ont-ils pu absoudre le plus odieux des crimes politiques, se prêter avec une telle inconscience à la glorification de l'anarchie ? Je laisse aux spécialistes de la psychologie des foules le soin d'expliquer les raisons d'un tel verdict ; mais, de toutes mes forces d'homme attaché à l'ordre et à la civilisation, je le déplore.

Germaine Berton, ses amis et ses défenseurs ont transformé ce procès en apologie d'une doctrine qui vise à l'abolition de la société, à l'annihilation de la civilisation. Le jury de la Seine n'a pas compris qu'il avait la noble charge de l'ordre social, le trésor des acquisitions séculaires, le devoir de se défendre lui-même contre ces théories exécrables, contre cette hystérie de la destruction. En innocentant Germaine Berton, il a donné une prime au bolcheïsme. Dieu veuille que son aveuglement ne retombe pas sur lui et sur la société française !

Le Petit Parisien :

Houleuse encore lorsque M^e Henry Torrès se lève, la foule est bientôt matée, muette, haletante. Il la prend et la pétrit dans ses poings de lutteur.

Comment expliquer le secret de cette emprise ? Il y a d'abord la voix grave, émue, vibrante, qui a parfois la sonorité des cloches ; il y a cette tête puissante où tout est fait pour la lutte : les cheveux rudes qu'on dirait rejetés en arrière par la force de l'élan, le nez hardi qui a la courbe d'un cimier, la large bouche qui semble bondir à la suite des arguments, les poings qui les soulèvent et les lancent ; il y a enfin la chaleur d'une conviction sincère jusqu'à l'angoisse. Quoi qu'on en ait, il vous saisit, vous roule, vous entraîne dans la fougue de son éloquence, tour à tour agressive, logique, profondément émue.

Lorsque pâli, la face ravagée, la sueur au front, la voix tremblante, il se retourne vers Germaine Berton pour l'apostrophe finale, toutes les poitrines se soulèvent et on entend un sourd frémissement. Le menton de la dure petite accusée frémit, les larmes jaillissent. M^e Marie de Roux a couché sa tête robuste sur ses bras croisés. Deux des jurés pleurent.

L'Eclair :

Une salle houleuse, grondante, avec les remous et le désordre des grandes assemblées populaires. Des gens debout sur les bancs, des avocats agroupés dans le pré-

toire, jusqu'aux pieds de la Cour ; des murmures qui interrompent le silence de la foule pendant que parlent M^e Campinchi, M. l'avocat général et M^e Torrès.

Murmures approbateurs ou inquiets, qui se changent tout à coup en cris, en applaudissements frénétiques, en protestations véhémentes, lorsque la plaidoirie passionnée de M^e Torrès se termine sur une émouvante péroraison.

Les jurés reviennent. Eux, qui ont jugé en secret l'accusée, ont des visages si pâles, et si fermés, et si tragiques, que tous ceux qui les interrogent du regard croient à la condamnation !... Et c'est l'acquiescement...

Cet acquiescement, c'est uniquement la victoire de M^e Torrès, cela est hors de doute ! C'est à son éloquence que Germaine Berton doit de n'avoir pas été déclarée coupable par le jury !

Le Journal :

Mme Caillaux a tué, elle a été acquittée ; Villain a assassiné Jaurès, il a été acquitté ; Germaine Berton a assassiné notre frère d'armes Marius Plateau, elle a été acquittée. Il est donc permis de tuer. Nous en prenons bonne note, bien que nous reprochions ces mœurs abominables, mais dont nous ne voulons pas être les patientes victimes.

BINET-VALMER.

Président de la Ligue des chefs de section et des soldats combattants.

Le Peuple :

Germaine Berton est acquittée ! C'est avec une vive satisfaction que cette bonne nouvelle sera accueillie dans les milieux ouvriers.

Au cours du procès qui vient de se dérouler, la personnalité de Germaine Berton s'est élevée constamment en proportion de la petitesse qui se manifestait chez ses adversaires.

Les gens d'Action Française ne gagnent pas à être vus à la pleine clarté d'un débat et même ceux qui semblaient orienter leurs préférences vers la cause du roi se sont détournés écorchés par tant de bluff grossier et de mesquinerie.

Par contre, Germaine Berton parvenait à dissiper bien des préventions qui s'étaient formées contre elle. Il n'est pas commun d'entendre une frêle jeune fille s'exprimer avec cette noble fierté dépourvue d'emphase qui était le meilleur moyen d'aller droit au cœur du public.

L'Humanité :

Grandeur et décadence de l'Action Française ! Car si le verdict qu'a rendu hier le jury des assises a un sens certain ; c'est bien en ce qu'il souligne le déclin définitif de l'espèce de terreur que les gens du roy ont fait régner depuis la guerre sur la démocratie apeurée.

Le temps est passé quand Léon Daudet pouvait parler en maître et revendiquer, sans ridicule, les fonctions de ministre de l'Intérieur ou de directeur de la Sûreté générale. En fait, à la faveur de la guerre impériale, et avec la complicité des gens de Clemenceau, il a disposé, durant un temps, des prérogatives attachées à ces postes importants de l'Etat républicain.

Les démocrates, qui n'ont rien compris à la guerre, n'ont commencé à comprendre son jeu que le jour où les coups se sont mis à pleuvoir sur eux.

Un mouvement comme celui de l'Action Française ne peut se développer et acquiescer une influence sérieuse qu'à la faveur de la guerre ; c'est pourquoi les gens de Maurras ne parlent que de guerre ; ils la préparent, la provoquent et, quand elle est déchaînée, ils ne songent qu'à la faire durer.

En temps de paix, leurs manœuvres semblent un peu rudes aux épaules républicaines. Et le verdict d'hier est, avant tout, un verdict de justice. Après le rappel des textes provocateurs innombrables, il était impossible, en équité, de condamner.

L'Œuvre :

— Crime de droit commun, ont affirmé la partie civile et le ministère public.

— Crime politique au premier chef, a répliqué M^e Torrès : manifestation isolée, explosion locale d'une colère qui fermentait et qui bout dans le pays contre les fascistes français, leurs théories, leurs méthodes, leurs calomnies et leurs menaces.

Qu'on le veuille ou non — et le bel avocat de Germaine Berton a eu raison de le souligner et d'élever ce débat — qu'on le veuille ou non, c'est le procès des Daudet, des Maurras et de leurs amis qu'il a fait et qui s'est déroulé devant les Assises de la Seine.

C'est ce qui donne tout son sens à ce verdict d'acquiescement qu'a lu, d'une voix que l'émotion voilait, le chef du jury.

Rendu par d'honnêtes bourgeois français, ce verdict signifie aux bandes royalistes que le pays, en effet, « en a assez ». Auront-ils la sagesse de le comprendre enfin ?

L'Ere Nouvelle :

Le crime abominable que fut la mort de Jaurès est enfin lavé et sa mémoire, purifiée des souillures dont l'avait couverte ses insultes, peut maintenant se reposer

en toute tranquillité dans une gloire inef-
fable.

En acquittant Germaine Berton, le jury de la Seine, composé, ne l'oublions pas, en grande majorité de petits bourgeois, lec-
teurs de feuilles incolores ou opportunistes,
a marqué nettement sa réprobation, tout
d'abord contre les doctrines du royalisme,
et ensuite et surtout contre les agissements
d'une poignée de factieux mettant la vio-
lence en action, et ne se servant hypocri-
tement des ressources mêmes que leur
offre le régime — administration, magis-
trature, police — que pour mieux le com-
battre, le saper et le détruire.

La Victoire (G. Hervé) :

Voilà des gens qui sont les apologistes
frénétiques de la violence. Ils portent la
responsabilité morale de l'assassinat de
Jaures. Ils ont sur la conscience le sac des
latteries Maggi aux heures inoubliables de
la mobilisation. Pendant la guerre, ils ont
été à peu près les seuls en France avec
certains extrémistes du défaitisme et du
bolchevisme à s'asseoir sur l'union sa-
crée. Depuis la guerre, leur moyen de po-
lémique habituel a été l'outrage et la gros-
sièreté à l'égard de tous ceux qui ne pen-
sent pas comme eux ; des paroles, ils ont
voulu passer aux actes, Sac de l'imprime-
rie de l'Œuvre, voies de fait sur Marc
Sangnier, Moutet, Viollette et autres ad-
versaires politiques ; on avait l'impression
d'un commencement de terreur blanche.
Germaine Berton ne fait ni une ni deux ;
elle entre à l'Action Française pour tuer
Daudet, ou Maurras, c'est-à-dire une des
deux têtes de la maison. Ne pouvant at-
teindre la tête, elle frappe le bras, Plateau,
le chef de l'organisation de combat, quasi
militaire des camelots du roi. Que voulez-
vous que le jury réponde, quand on vient
déballer devant lui toutes les violences de
l'Action Française ? Il répond tranquillement :
« L'Action Française a cherché ce qui
lui est arrivé. Quiconque se sert de
l'épée périt par l'épée ! »

L'Action Française :

La sanction légale est donnée à l'assas-
sinat de Plateau. La grue a tué le héros.
Elle l'a abattu. Elle ne s'est pas rendue
coupable d'un assassinat. Elle a bien fait
et très bien fait. Les gros mots du réquisi-
toire n'y changent rien. Le jury a dit la
loi. Germaine est innocente : mot à mot,
elle n'a nui à personne, elle n'a fait au-
cun mal.

Par là même, un encouragement est
donné aux imitateurs et aux imitatrices. Se-
lon la formule du cerveau timbré que l'avo-
cat général a écouté si pieusement, ces
messieurs et ces dames n'ont qu'à revenir
chez nous, tous les jours, à tous les étages,
et à tirer dans le tas. C'est permis,
c'est même recommandé. La prochaine fois,
on n'acquittera pas. On décorera. Cela est
promis implicitement.

La Liberté :

Hier soir, dans la nuit froide et plu-
vieuse, une femme vêtue de noir, le visage
dissimulé sous ses longs voiles de deuil,
s'acheminait lentement vers une église. La
maison de Dieu n'est-elle pas le refuge su-
prême de ceux qui ont trop souffert, de
ceux qui ont tout perdu ? Elle entra, d'un
pas hésitant, et se dirigea vers l'autel où
se tenaient les cierges.

Cette femme en deuil, cheminant sous
le ciel glacé, c'était Mme Plateau. Elle
allait prier pour son fils mort. Frappée
par l'injustice des hommes, elle venait de-
mander au Dieu juste d'apaiser le tumulte
de son cœur, afin qu'il resât sans révolte
et sans haine.

Au même instant passait, dans un va-
carme joyeux, une voiture illuminée. A
l'intérieur, une femme, jeune encore, quel-
que son visage ne reflétait nulle jeunesse,
souriait à ses compagnons de plaisir. Elle
allait, radieuse, des bouffées d'orgueil lui
montant au cerveau, mêler sa joie neuve
à l'ivresse de la fête nocturne.

Cette femme, c'était Germaine Berton qui
parfait réveillonnait.

L'Internationale :

Le bloc des gauches aurait tort d'explo-
iter, comme il l'a fait durant le procès et
comme il le fera demain, l'affaire Berton.
Outre que cette exploitation politique ne
doit guère satisfaire les anarchistes, elle
pourrait se retourner contre ceux qui l'en-
treprennent.

Les verdicts d'acquiescement de ces der-
nières années montent, en effet, de plus
en plus la précarité de la loi dans les rap-
ports sociaux et politiques.

Il n'y a plus qu'à passer de la phase stérile
de la violence individuelle à celle de
l'action révolutionnaire organisée.

Contre les saletés policières

Le camarade Adrien Bonneau, de Tou-
lous, ayant été mis en cause au cours d'une audience
de la cour d'assises et ayant été présenté par
l'accusation comme un colonelisateur de Ger-
maine Berton, vient de faire parvenir à notre
ami la lettre suivante :

Paris, 25-12-23.

Chère camarade Germaine,
Je salue avec joie ta libération ; j'aurais vou-
lu te voir et te parler avant de quitter Paris,
cet après-midi à 2 h. 30, mais les copains du
Libertaire me disent ne pas savoir où tu ha-
biles aujourd'hui, c'est pourquoi ne pouvant te
voir je te laisse ce mot en te priant de bien
vouloir y répondre le plus tôt possible pour
que je sache ton avis sur le passage du rap-
port Ballerai me concernant.

Réponds-moi en toute conscience, si tu me
crois capable d'une pareille lâcheté.
Des mercredi soir, après avoir vu les jour-
naux, j'écrivis à Torrés en protestant énergi-
quement contre un pareil mensonge ; je lui
affirmai que j'étais à sa disposition pour le
moindre en assises. Or, ma lettre se croisa avec
la convocation à venir témoigner le vendredi
matin. J'arrivai au Palais de justice.

Samedi, en fin d'audience, il restait un cer-
tain nombre de témoins à entendre, dont j'é-
tais, mais qui ne furent pas entendus. Torrés y
ayant renoncé, M. de Roux ayant utilisé la
colonne de Ballerai me concernant, j'avais
déclaté d'écarter d'accord avec Colomer, au pré-
sident des assises afin d'être appelé à la barre
lundi matin ; mais au préalable — sur avis de
Férandel — je consultai Torrés, qui me décon-
silla d'agir de la sorte dans l'intérêt de la
cause. Voilà toute la vérité, à toi maintenant
de me juger. Pour moi, c'est seulement ton
jugement qui compte. Tu comprendrais ma
tristesse s'il restait le plus petit doute sur moi
dans ton esprit.

Dans l'espoir que tu voudras bien me fixer au
plus tôt, recois, chère camarade Germaine, mes
fraternelles salutations.

Adrien BONNEAU.

Germaine Berton n'a jamais dû de la ca-
maraderie et de la toxicité de Bonneau. Elle
tient à le faire savoir publiquement.

Notre "Sectarisme"

Il m'arriva souvent d'exposer nos théo-
ries libertaires à des gens qui n'épousaient
pas nos conceptions. Tous, à quelque
nuance de l'arc-en-ciel politique qu'ils ap-
partinssent, se trouvaient d'accord pour re-
connaître la radieuse beauté de notre idéal.

« Mais, me disaient-ils, omettent se fait-il
que vous êtes tous si intransigeants ? Pour-
quoi vous, qui rêvez d'entente fraternelle,
n'arrivez-vous pas à vous entendre avec les
autres groupements d'extrême-gauche ?
Pourquoi êtes-vous tant sectaires ? »

« Et voilà, le grand mot était lâché !
Les anarchistes se voyaient irrémédiable-
ment accusés de sectarisme. »

C'était, il est vrai, la seule excuse que
ces gens trouvaient à leur absence de lu-
tue que nous menions contre tous les for-
bans et leurs dupes.

D'autres fois, discutant avec des mem-
bres du P.C. (pas avec les chefs, car ce se-
rait être par trop naïf que d'espérer de la
simple bonne foi des manitous), échangeant
des idées avec les simples adhérents, nous
étions en complet accord sur les tâches de
la société actuelle. Nous étions à dé-
plorer unanimement que le peuple, placé si
mal sa confiance qu'il en vint à être l'adula-
teur de ses bourreaux. Mais, sitôt
que j'esquissai une critique sur les « lea-
ders » moscovites, cela n'allait plus du
tout !

« C'est dommage, me disait un de ces co-
fisants du grand parti des Masses, que tous
les militants anarchistes soient si virulents
envers nos chefs ! Je reconnais, certes,
qu'il y a des politiciens parmi nous, mais
je ne vais pas à l'U.A. parce que vous êtes
imbus de trop de sectarisme étroit. »

Et la légende se continue : Tous les anar-
chistes — et surtout ceux du Libertaire —
sont des sectaires.

Il faut reconnaître que nous faisons mon-
tre d'un rigorisme intransigeant dans tout
ce qui constitue le domaine des idées et des
faits sociaux.

Je veux bien admettre que nous ne som-
mes pas toujours des voisins commodes
pour les parlis d'extrême-gauche : nous ne
laissions passer aucun scandale, aucune in-
iquité : nous ne tolérons aucune manœuvre
et nous dénonçons toutes les fourberies
commises au nom de l'intérêt du prolé-
ariat. Mais, s'en suit-il forcément que nous
soyons pour cela des sectaires ? Je ne le
pense pas !

Nous reconnaissons parfaitement à qui-
conque le droit d'avoir une opinion opposée
à la nôtre. Nous nous inclinons toujours
devant la sincérité d'un homme — fût-il
notre adversaire politique — mais, à cette
seule condition, qu'il soit réellement sin-
cère.

Ce que nous ne pouvons admettre, c'est
qu'on transige avec ses principes ; c'est
que l'on compose avec son idéal ; c'est que
les actes d'un homme soient en désaccord
total avec les idées qu'il prétend professer.

Nous sommes adversaires, ennemis même,
de toute force d'exploitation de l'homme
par l'homme ; et la forme d'exploitation
qui nous paraît la plus vile et la plus
odieuse : c'est l'exploitation morale.

Qu'une iniquité soit commise, qu'un
scandale nous apparaisse : nous nous em-
pressons de le faire connaître à tous, sans
nous soucier si l'un des nôtres se trouve
mêlé à l'histoire.

Aussi, sommes-nous très mal vus par
ceux qui, lorsqu'une infamie pourrait,
par sa publication, éclabousser un militant
de leur parti, préfèrent que tout se passe
« en famille ».

Nous exérons ceux qui dénoncent les
crimes des gouvernements bourgeois et qui
se taisent devant ceux commis par les gou-
vernements appartenant à leur secte poli-
tique. Nous dénonçons tous les crimes, tou-
tes les turpitudes, tous les actes d'arbi-
traires ; car nous sommes contre tous les
états (tricolores ou rouges) qui sont, par
essence, des attentats permanents contre
la liberté.

Quand un état bourgeois met à mort ou
fait emprisonner ses adversaires, nous le
qualifions de gouvernement criminel, nous
disons que le gouvernement rouge est un
criminel au même titre lorsqu'il en fait
autant.

Nous avons transformé le Libertaire heb-
domadaire en un quotidien, parce que nous
estimons qu'aucun journal de gauche ou
d'extrême-gauche ne possède assez d'indé-
pendance ; que tous n'ont qu'un seul but :
servir à des fins politiques.

Nous sommes contre tout parlement, parce
que les faits nous ont démontré que
c'est un milieu de corruption et qu'il est
impossible de transformer la société par
un bulletin de vote. Et nous disons que tout
parti qui fait appel au bulletin de vote est
un parti contre-révolutionnaire.

Nous considérons que le syndicalisme est
le meilleur outil de lutte de classes et le
facteur essentiel de la réorganisation éco-
nomique de la société au lendemain de la
révolution, et nous voulons délivrer le syn-
dicalisme de la tutelle d'un parti dans le-
quel l'élément patronal est admis et qui
n'a qu'un seul but : prendre possession du
pouvoir politique et imposer ses concep-
tions mêmes par l'oppression et le crime
(comme cela se passe à Moscou).

Nous sommes contre toute compromis-
sion. Nous voulons l'instauration d'une so-
ciété fédéraliste libertaire au moyen de la
révolution (seul moyen d'y arriver) et nous
démasquerons tous les arrivistes et tous les
fourbes qui, par leurs manœuvres et leurs
ambitions, retardent l'écroulement du ca-
pitalisme.

Dédaigneux des insultes, rebelles aux
« combinaisons », réfractaires à toute au-
torité et insouciant de toutes les magis-
tratures et de toutes les gèolies : nous ar-
racherons les masques de tous les fantoche-
s de la politique et nous projeterons la leur
vive du flambeau de la vérité sur toutes
les faces de crapules, d'exploiteurs et de
fourbes, ainsi que sur celles de leurs lar-
bins.

Si c'est cela qu'on appelle du sectarisme,
eh bien ! nous sommes des sectaires ! Mais
nous nous honorons de l'être et nous le
demeurerons tant qu'il y aura des gens
qui vivront de la misère des autres en les
exploitant matériellement ou moralement.

J.-LOUIS LAEROL

Noël

On a donc réveillé. Des gens, avides
de jouissances, se sont pressés dans les boi-
tes de nuit. Les riches ont dépensé là des
sommes qui auraient suffi à faire vivre une
famille pendant des semaines. Les moins
riches ont dilapidé stupidement les quel-
ques sous péniblement mis de côté. Et tous
ont mangé, bu, chanté, dansé jusqu'au pe-
tit jour. Les uns ont découpé la dinde et
décalotté les bouteilles poussiéreuses. Les
autres, plus modestes, ont dégusté de va-
gues charcuteries et débouché de modestes
pommards. Tous se sont couchés vers le ma-
tin, l'estomac plein et la bourse vide.

Le réveil est plus triste. On a digéré (plus
ou moins bien). La gueule de bois a rem-
placé le goût des exquis pâtisseries. L'homme
se retrouve face à face avec la réalité.
Il avait cru, la veille, désertier un peu la
quotidienne existence. Hélas ! cela ne lui a
servi qu'à retomber plus profondément sur
terre et à mesurer plus profondément la
fragilité des plaisirs.

Il y avait cependant quelque chose de
touchant dans la fête de Noël. Je ne parle
pas, bien entendu, de son origine religieuse
et de la légende qui l'entoure depuis les
premiers temps de la chrétienté. Mais il y
avait là une sorte de fête familiale qui réu-
nissait jeunes et vieux autour de l'âtre, dans
la chaleur douce d'une seule pièce... Oui,
il y avait là quelque chose de touchant...

Mais encore, outre qu'il était gênant de
penser aux fables enfantines dont s'entoure
Noël, cette fête ne devait pas tarder à de-
venir une simple occasion de « faire la
noce ».

Enfin, les événements ont semblé vouloir
nous réconcilier avec Noël. Voici que Ger-
maine Berton, notre chère Germaine, nous
est rendue pour la soirée séculaire. Pour
une fois la justice — si justice il y a sur
terre — a été rendue. Et, comme l'écrit
l'Ere Nouvelle : « Ce n'est pas la violence
qui sort glorifiée en Germaine Berton, c'est
la justice immanente. »

Les douze hommes qui avaient en leurs
mains le sort de notre petite amie n'ont pas
osé ne pas nous la rendre. Beaucoup d'en-
tre eux possédaient sans doute de belles
jeunes filles de vingt ans qui les attendaient
ce soir-là pour l'antique fête familiale ; ils
ne pouvaient pas, ces pères, laisser dans sa
raison l'enfant héroïque qu'ils devaient ju-
ger. Elle avait droit, elle aussi — elle, sur-
tout — à une place parmi ses camarades.
Elle l'a eue.

Et pourtant... Et pourtant... comment
aurions-nous pu être joyeux, nous, en pen-
sant à tous ceux qui demeuraient dans les
gèolies ?

Oh ! les Noël de Prison ! Les cloches
qu'on entend à travers les murailles sombres,
les souvenirs qui se pressent en foule à la
mémoire, le Passé libre qui nous remonte à
la bouche... On pense aux vieilles fêtes, à
la vie heureuse d'antan, et, lorsque l'on re-
vient à soi, c'est la cellule noire badigeon-
née de chaux et de coaltar, suintant l'humidi-
té et la tristesse... C'est la réclusion terri-
ble, c'est la mort lente et sûre.

Toutes les prisons connaissent leurs
Noël. Ici, c'est la Petite-Roquette, où des
enfants apprennent le vice et la rouerie. Re-
lent de passé... Le verrou grince dans la
serrure... Le gardien entre et vous jette un
morceau, un tout petit morceau de pain
d'épices. C'est une dame qui a donné cela
pour les détenus. Ceux-ci, surpris, man-
gent en silence et cette fois, c'en est
trop, une larme coule sur leur joue blême...
Où sont-elles donc les réunions de
Noël où la mère caressait l'enfant et lui don-
nait le gâteau fait à la maison ?...

Et, petits et grands, les détenus sont
tristes. Ils espèrent pourtant en de lointai-
nes amnisties et de problématiques libé-
rations... Ils espèrent...
Mais ceux qui sont là-bas, bien loin, vers
les Guyanes ? Ceux que l'autorité des indi-
vidus a relégués pour toujours en marge de
la vie humaine ? Combien immense doit être
leur amertume ?...

Nous ne les oublions pas, toutefois. Nous
pensons à notre cher Cottin, à Gaston Rol-
land, à Jeanne Morand, à Juvénis. ... à
ceux qui ont donné en holocauste leur vie et
leur liberté. Nous pensons à tout ce qu'ils
ont souffert et souffrent loin de leurs cama-
rades.

Nous les attendons.

GEORGES VIDAL

Aux sympathisants

Tous les grands quotidiens vivent de
combinaisons plus ou moins louches ou de
publicité financière et commerciale.

Le Libertaire ne peut compter sur aucun
de ces moyens.

Les Abonnements, constituant la seule
ressource véritable de notre journal, le de-
voir de tous les sympathisants est de faire
un sacrifice pour souscrire un Abonne-
ment dont le prix, à partir du 9 janvier,
sera élevé comme suit :

Pour la France :
3 mois 16 fr. au lieu de 13 fr.
6 mois 32 fr. au lieu de 25 fr.
Un an 64 fr. au lieu de 48 fr.

Pour l'Étranger :
3 mois 24 fr. au lieu de 22 fr.
6 mois 48 fr. au lieu de 44 fr.
Un an 96 fr. au lieu de 80 fr.

Les abonnements nous parviennent cha-
que jour nombreux (une centaine en
moyenne). Il faut que, d'ici le 8 janvier,
cette moyenne se maintienne ; il serait
bon qu'elle fût dépassée.

Que chaque camarade fasse, en faveur
de nos abonnements, tout l'effort possible.

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

Vous n'ignorez certainement pas que
l'Etat qui a pour mission de défendre le
régime établi, ne recule devant aucun
sacrifice pour mettre en lieu sûr ceux qui
se permettent de porter atteinte à son pré-
stige.

Dans cette belle société, où les uns ont
trop, les autres pas assez, il est assez na-
turel que, parmi ces derniers, il y ait des
grincheux qui trouvent que c'est depuis trop
longtemps le tour des mêmes.

De même, des individus soucieux de se
conserver une vie, à laquelle, malgré tout,
ils tiennent, n'éprouvent qu'un emballement
très relatif, quand il s'agit d'endosser le
complet bleu horizon et d'aller massacrer
d'autres hommes dont le principal crime est
d'être vêtus d'un uniforme d'une couleur
différente, d'autant plus qu'ils risquent eux-
mêmes d'être envoyés ad patres, ou de lais-
ser en hommage à la mère patrie une partie
de leur anatomie.

Je ne dis pas cela pour en dégoûter les
autres, ceux à qui ça plaît... Je constate seu-
lement, un instinct bien naturel de conser-
vation qui pousse certains à encourir les
foudres de la loi en refusant de « jouer aux
soldats ».

Mais il n'est pas besoin d'être « voleur »
ou insoumis pour avoir maille à partir avec
l'appareil répressif que l'on a baptisé Jus-
tice, bien qu'il n'ait rien de commun avec
l'idée que l'on se fait généralement de la
Justice, vertu morale, dit le dictionnaire,
qui fait que l'on rend à chacun ce qui lui
appartient.

Il saute aux yeux que c'est justement le
contraire qui se produit.

La loi, qui est celle du plus riche, entraîne
un nombre considérable de délits ; la plu-
part châtis par des peines plus ou moins
longues d'emprisonnement.

Le bagne et Deibler se chargent de répri-
mer les attaques trop directes.

Un journaliste bourgeois nous a confirmé
dernièrement ce que nous savions déjà sur
la profonde misère, les tortures, l'innoma-
ble et sauvage bestialité au milieu desquel-
les vivent, si l'on peut dire, les malheureux
bagnards.

Les sonnettes d'un Jacques Dhur ne pou-
vaient tromper que des imbéciles. Marty
nous a conté quelle est l'horrible vie des dé-
tenus des maisons centrales. On a dit, je
crois, tout ce qu'il y avait à dire sur les af-
fres bagne militaires.

Dernièrement, P. Lowel dans Paris-Soir,
nous a donné des descriptions de Saint-La-
zare, cette ordure, et de la Petite Roquette,
la prison pour enfants !...

Prison pour enfants ! Ces trois mots résum-
ment tout l'odieux d'un régime prétendu
civilisé.

Pour les gosses, il y a aussi les fameuses
colonies pénitentiaires, dans lesquelles des
surveillants ignares veillent avec amour sur
l'éclosion des plus bas instincts chez ces
malheureux « mômes » qu'un directeur peu
scrupuleux affame préalablement.

Un journal signale qu'à Fresnes, c'est une
véritable épidémie de suicides qui, parait-il,
« désespère » les geôliers eux-mêmes.

Après avoir cité les ruses employées par
les prisonniers pour se libérer d'une vie de-
venue insupportable, le journaliste conclut :
« La réputation de confort des prisons
modernes est donc surfaite. En réalité, on y
est très mal et certains préfèrent la fosse
commune. Il y aurait peut-être moins de
monde en correctionnelle si cela se savait. »

Si cela se savait ? Mais cela se sait ! et il
n'y a en correctionnelle ni plus ni moins de
monde.

C'est le régime, et lui seul, qui est mau-
vais et responsable de toutes ces souffran-
ces. C'est l'Etat et son Code criminel.
Que les prisons soient des palaces ou des
maisons de torture, tôt ou tard, il faudra
bien qu'on les démolisse.

Pierre MUALDES.

Puisque c'est nous qui payons...

Puisque c'est nous qui payons, ces gens-là
auraient certainement tort de se gêner. Aussi
ne se gênent-ils pas. Et nous apprenons que
la police coûte 186 millions au budget de
Paris.

Il est tout de même drôle d'être obligé de
payer 186 millions à des individus qui sont
là pour vous casser la figure...

Même le filic !

Entendu hier matin, au marché du Fau-
bourg du Temple :

Un citoyen quelconque s'adressant à un
filic :

— Hein, qu'est-ce que vous en pensez de
l'acquiescement de Germaine Berton ?
— C'était fatal !

Quelle était au juste la pensée du sergent ?
Nous n'en savons rien. Ce qui est certain,
c'est que même pour un filic, la décision du
jury était « fatale ».

Faut-il que les gens de la rue de Rome
dégoutent la plus grande partie de la popu-
lation pour entendre, dans la rue, pareille
parole d'un représentant de l'ordre.

Surtout que le mot est authentique, ce qui,
soit dit en passant, n'est pas toujours de ri-
gueur pour les blasons des blasés de la der-
nière croisade.

000

Bernard Shaw plaisante...

On connaît Bernard Shaw, l'auteur dra-
matique irlandais, dont la pièce : le Héros
est un véritable chef-d'œuvre. Les journaux
racontent, au sujet de cet écrivain, le jeu
de mot suivant :

A New-York, on donne, en ce moment, une
des dernières pièces de Bernard Shaw. Cette
pièce est terriblement longue et, lors des
répétitions générales, on s'aperçut que les
spectateurs manqueraient leur train pour ren-
trer chez eux s'ils voulaient entendre la
pièce jusqu'au bout.

L'impresario n'hésita pas à câbler à Ber-
nard Shaw :

« Faites des coupures, les horaires des
trains nous obligent à donner une comédie
plus courte ! »

Et Shaw répondit simplement :
« Pas de coupures, faites changer l'horaire
des trains. »

C'est le progrès

Sa Sainteté vient de faire installer la
T.S.F. au Vatican afin de pouvoir donner,
d'un seul coup, sa bénédiction à la chrétienté
du monde entier.

Après les moulins à prières des bouddhis-
tes, voici la bénédiction en série des chré-
tiens.

Confucius et Jésus doivent être fiers de
leurs successeurs !

000

Leur mentalité

Dans Clarté, on nous oppose froidement
aux gens d'Action Française, en un paral-
lèle qui mérite d'être relevé. Nous sommes,
en effet, pour le chroniqueur de Clarté, « une
poignée d'hommes crispés sur des idées qui
ne furent jamais viables. »

Le temps et la place nous manquent ici
pour mettre les points sur les i au chro-
niqueur de Clarté. Toutefois, nous lui pose-
rons une question, rien qu'une : puisque nos
idées ne sont pas viables, Monsieur le Chro-
niqueur pourrait-il me dire en quoi sont via-
bles les idées communistes marxistes qui ont
donné d'aussi alléchants résultats, à Mos-
cou ?

Quant à l'occasion d'« avoir » les anar-
chistes, occasion qu'a ratée l'Action Fran-
çaise (toujours d'après le même chroniqueur),
nous nous contenterons de sourire en pen-
sant à tous ceux qui voudraient « avoir » les
anarchistes (n'est-ce pas Monsieur le Chro-
niqueur ?) et qui attendront encore long-
temps...

La Vie des Lettres

NOTULES :

Le style et l'auteur. — Dans la Griffe (15
décembre) Renée Dunan parle du style. Elle
conclut :

« Prenez n'importe quelle façon de s'ex-
primer, le résultat est identique. Les Gon-
court, qu'Antoine Albalat juge souvent sty-
listes médiocres, cherchaient à créer un ty-
pe d'impression, impossible à chercher avec
d'autres procédés, que l'énumération à for-
me hypnotique. Les abstractions accumulées
de Bergson, maltraitées aussi par Albalat,
sont de beaux efforts pour rendre pensables
des données exceptionnellement complexes.
Le droit des écrivains est acquis dès l'effet
obtenu. Le lecteur doit apporter une attitude
mentale propice à l'intellection, lorsqu'il
lit. Peu chaut le détail ! Il s'agit pour lui
de comprendre et de mesurer son moi d'im-
pression qui lui soient neuves. L'intelli-
gence n'est rien d'autre que la faculté d'as-
similer des rapports, possibles dans le réel,
par des rapports verbaux dont le problème
n'est pas syntaxique, ni stylistique, mais
ressortit à l'inconscient par partie. Cela
peut se définir comme une sorte de recherche
de la bonne courbure d'un cristallin mental.
Or, chacun sait que pour accommoder notre
vision, nous ne nous servons point d'instru-
ments, mais qu'une spontanéité inconsciente
y pourvoit. Ainsi de l'intelligence. Lorsque
l'écrivain crée l'impression voulue, il im-
pose l'idée nouvelle, son style est bon. »

Je crois que Renée Dunan exagère beau-
coup. Il est entendu (pour moi, tout au
moins) que l'idée doit avoir le pas sur la
forme, mais de là à surmonter presque to-
talement la forme — résultat auquel aboutit
Renée Dunan — il y a un fossé. La
forme est un peu dans l'art ce qu'est la toi-
lette chez la femme. On peut s'en passer.
Mais ça manque.

Un hommage à Steinen. — M. Frank
Brangwyn, interviewé par Comedia a ainsi
défini, en quelque sorte, la figure de Stein-
len et sa manière d'artiste :

« Des centaines d'artistes ont dessiné des
fiacres, des cochers, des chevaux, personne
n'a fait comme Steinen les fiacres, les co-
chers, les chevaux de Paris. Qui a évoqué
mieux que lui la nuit des boulevards exté-
rieurs ! Et la campagne avec ses mendians
et ses chemineaux ! Ses mendians ont les
misères de tous les temps. Il s'est penché
sur la misère en âme compatissante. Quand
il la regardait, c'était avec son oeil d'artiste,
mais aussi avec son cœur. Il y avait en lui
une grande douceur, parce que c'était un
croquant, non pas dans le sens confessionnel,
mais un croquant de la bonté, de la généro-
sité, qui plaignait les souffrances de l'hu-
manité et rêvait de les voir au moins s'atté-
nuer. »

« Voilà pourquoi ses œuvres n'ont jamais

A travers le Monde

ALLEMAGNE

REVOLTE DANS UNE PRISON DE BERLIN

Dans le numéro 31 du *Freie Arbeiter*, nous avons publié le compte rendu de dix-huit prisonniers (prévenus) sur les mauvais traitements endurés par des prisonniers faibles d'esprit.

Le camarade Victor Faenkel a envoyé, le 27 juillet, une réclamation au ministre de la Justice.

Le 9 décembre, il reçut une réponse du président du *Strapwollzninganting*.

Elle contient trois longues pages et se termine sur ces mots : « Il manque les preuves que les prisonniers furent maltraités ; je ne vois aucune raison de prendre les précautions ni les moyens de surveillance de service. »

Nous reviendrons sur les dépositions de l'administration.

LA DICTATURE MILITAIRE EN RHÉNANIE

Berlin, 23 décembre. — Les camarades de Brême nous communiquent que, par ordre du commandant militaire du département, toutes les organisations ainsi que la Jeunesse et toutes les institutions et organisations du Parti Communiste ouvrier (K.T.P.D.) des syndicalistes et des anarchistes sont interdites.

De Remscheid (Rhénanie) nous parvient la nouvelle que la F. A. U. D. anarchosyndicaliste est interdite par la police.

ESPAGNE

JALOUX DES LAURIERS DE POINGARE

Madrid, 25 décembre. — Un communiqué de la direction générale de la sûreté confirme la découverte d'un complot qui devait déclencher le 28 décembre un mouvement révolutionnaire communiste, simultanément en Espagne et au Portugal. Plusieurs arrestations ont été opérées dans les milieux communistes de Madrid, de Séville, de Palma-de-Majorque, de Saint-Sébastien, de Bilbao et dans divers centres miniers des Asturies. La police aurait saisi de nombreux documents qui auraient permis de constater que plusieurs organisations communistes seraient camouflées en sociétés sportives et qu'ainsi tout dernièrement aurait eu lieu à Séville une partie de football entre des équipes de communistes espagnols et portugais.

Le gouvernement dit que cette partie était uniquement un prétexte pour les Portugais pour venir à Séville conférer avec les communistes espagnols.

Le communiqué termine en disant que le résultat de l'enquête de la police espagnole a été transmis au ministre du Portugal à Madrid.

Tel est le texte de la dépêche de l'agence Havas qui nous parvient à l'instant.

Encore un grand complot, qui, comme tous les grands complots, se dégonfle comme s'est dégonflé, en France, le grand complot contre la Rhur !

GRÈCE

IL ARRIVE ! IL ARRIVE !

Athènes, 25 décembre. — Le gouvernement a reçu aujourd'hui un télégramme de M. Venizelos, qui annonce qu'après longue réflexion il a décidé de se rendre à l'appel qui lui a été adressé. Il viendra en Grèce temporairement, afin de contribuer au règlement de la situation, mais il persiste dans sa résolution précédente de ne pas revenir sur la scène politique. M. Venizelos s'embarquera à Marseille le 29 courant ; il demande qu'aucune réception ne lui soit faite.

HONGRIE

QUAND ON CONSPIRE...

Budapest, 24 décembre. — Le tribunal a mis en liberté, contre une caution de 50 millions chacun, le député Ulan et le docteur Szemere, accusés, ainsi que d'autres détenus, d'une conspiration contre la sécurité de l'Etat. Un troisième accusé, l'ingénieur Bobula, dont la caution, en raison de sa qualité d'étranger, a été fixée à 250 millions, sera mis en liberté lorsqu'il aura

versé cette somme. Les débats de cette affaire commenceront le 7 janvier.

Ah ! ces complots, s'ils n'existaient pas dans la cervelle des gouvernants, il faudrait les inventer !

DES ARRESTATIONS

Budapest, 24 décembre. — La police a arrêté deux hommes qui avaient tenté, au commencement de l'été, un attentat contre le député libéral Rassay et c'est un journaliste, M. Miklos. Un troisième, qui avait écrit des lettres de menaces au président de l'assemblée nationale, au préfet de police et à la légation française, a été également arrêté.

RUSSIE

LE « COURS NOUVEAU »

Ainsi que nous l'avons prévu depuis longtemps, le parti bolcheviste russe involontairement, c'est-à-dire fait machine en arrière. Il est en train de liquider les formes « guerrières » de son organisation pour passer à une « véritable démocratie ouvrière », ainsi que l'écrit elle-même l'*Humanité*, tout en entendant la question, afin que ses complaisants lecteurs n'y trouvent pas un démenti trop brutal pour leur foi.

Une conférence du Parti communiste russe aura lieu en janvier, afin de débattre sur ce « cours nouveau », lisez : orientation nouvelle.

Nous ne chicanerons pas les fanatiques de la dictature sur les nécessités de la situation. Nous savons bien qu'un grand Etat comme la Russie ne peut pas faire indéfiniment cavalier seul.

Nous constatons simplement ce glissement vers la démocratie qu'on appelle encore ouvrière pour sauver la façade. Les autorités, qui ont gaulé le soviétique qui doit être du fédéralisme pur, qui ont combattu déloyalement les paysans ukrainiens et Niakno, en arrivent à être obligés d'appliquer le programme de Kerensky, qu'ils ont renversé.

Mais puisqu'ils mettent de l'eau dans leur vin russe, pourquoi sont-ils si sévères pour les autres pays ?

Dans le Centre

INONDATIONS

UNE RIVIERE QUI QUITTE SON LIT

Dijon, 25 décembre. — La Brenne qui, à la suite de fortes chutes de neige et de pluies torrentielles, était montée de plus d'un mètre en douze heures, a quitté son lit cette nuit. Toute la vallée de Montbard est inondée et les rues basses de la ville sont sous l'eau.

L'EAU QUI MONTE

Nevers, 25 décembre. — L'Yonne et le Beuvron en crue ont inondé de vastes étendues de terres près de Clamecy et dans le Morvan. L'usine électrique de Clamecy a dû suspendre la production du courant. Le pont Jean-Bouvet est submergé, ainsi que tous les quais.

La Loire est encore montée la nuit dernière d'un mètre. La largeur du fleuve atteint deux kilomètres au confluent de la Loire et de l'Allier.

ET DEBORDE...

Auxerre, 24 décembre. — De fortes pluies et la fonte des neiges ont provoqué une crue rapide des cours d'eau de la région. L'Yonne a débordé ; à Auxerre, la crue a atteint ce soir son maximum, mais on craint de nouvelles pluies.

ET LA NEIGE...

Bourges, 24 décembre. — A Saint-Amand-Monro, une forte chute de neige a causé la rupture de nombreux fils électriques supprimant la lumière dans plusieurs secteurs et interrompant les communications téléphoniques.

Bonneville, 24 décembre. — De grandes quantités de neige sont tombées en Haute-Savoie. La voie ferrée a été coupée aux Houches, entre le Fayet et Chamonix, par des avalanches. Le service ferroviaire est interrompu. Des équipes travaillent activement au débâlement.

Deux personnes auraient été tuées par une avalanche, mais cette nouvelle n'est pas confirmée.

Sur la ligne d'Annemasse à Samoëns, un tramway s'est trouvé bloqué. A Saint-Joire et à Samoëns, la neige continue de tomber.

montraient si beau, si pur, qui avait tant de talent et qui aimait tant sa mère. Quand donc le verrait-elle ! Elle attendait son arrivée avec une impatience que contenait à peine la discrétion de son éducation et de ses habitudes.

Il y avait tout un petit complot entre les deux femmes.

— Quand il arrivera, disait Hermia, je vais le laisser seul avec lui le premier jour ; mais le second jour je monterai à l'heure habituelle. Vous vous arrangerez pour qu'il se trouve là, mais je ne veux pas qu'il soit prévenu. Je tiens à la surprise.

Victor, de son côté, dans toutes les lettres qu'il recevait de sa mère, lisait le nom d'Hermia. Lui, n'avait pas besoin de poser des questions. De même qu'il n'y avait qu'une pensée dans le cerveau de la pauvre Hélène : son fils, de même il n'y avait qu'un événement dans sa vie : les visites de sa voisine. Et elle racontait ces visites dans leurs plus petits détails, terminant chacun de ses correspondances par un élogé enthousiaste d'Hermia.

Le jeune homme et la jeune fille désiraient également se connaître. Ces deux êtres, l'un confiné dans les étroitesse de la vie journalière, l'autre absorbé dans la recherche d'un idéal d'harmonie et de justice, communiquaient avant de s'être vus par la sincérité, la pureté, le besoin d'aimer.

Le premier nom que prononça Victor après le départ de ses amis fut le nom de Mlle Chazal. Et il le redisait pour la troisième ou quatrième fois, en serrant dans ses mains les mains amaigrées de sa mère.

— M. Chazal dîne à une heure. Ce n'est qu'à trois heures que sa fille est libre et peut monter ici.

Des désordres sans fin, des conflits à répétition ; voilà les effets inévitables de l'organisation capitaliste ; voilà ce qui ressort des manifestations vitales du régime propriétaire.

De quelque côté que l'on tourne son regard, le servage, la misère restent le dernier mot du capital ; le producteur actuel tout comme le serf d'autan demeure attaché à la glèbe, et la terre devient chaque jour de plus en plus un immense bagne où viennent se meurtrir les corps, se dévorer les esprits. Depuis cent trente ans que fut faite la Révolution, de quoi donc le peuple a-t-il bénéficié, sinon d'une ignorance, le fait de subir le milieu actuel prouve qu'elle est au moins aussi grande qu'alors. Et les vies jetées au destin comme un défi pour réaliser un milieu plus humain, plus juste n'ont servi qu'à consacrer la plus odieuse des dupes : la brigandage propriétaire.

La division de la société en classes ou en castes ne peut détruire cet état de choses. Il peut y avoir parfois des alternatives dans la gestion politique d'un pays, cela ne change pas grand chose. Le spectacle, en effet, reste toujours le même. Les castes royales, républicaines ou socialistes admettant la propriété ; elles courent à tour de rôle lorsqu'elles sont au pouvoir toutes les autres classes, tous les travailleurs.

La plus hypocrite de toutes est encore la caste socialiste, par ses spéculations sur l'ignorance et l'esprit révolutionnaire du peuple, car, en réalité, elle n'aspire à autre chose qu'à gouverner.

L'esprit de gouvernement, qui de volonté s'est traduit en actes, a envahi toute la vie ; pas une branche de l'activité humaine qui ne soit soumise à son contrôle, il est devenu le comptable de la vie sociale, le maître incontesté.

Il ne s'agit pas simplement — cela pour les chefs professionnels — de vouloir le Gouvernement ; faut-il encore pouvoir le conserver. Or, la forme gouvernementale admise, fictive, est parlementaire ; la réalité est financière. La force est une question d'espèces : elle se traduit en argent.

Le fait de cet argent permet donc l'appropriation ; l'accumulation de la richesse sociale. D'où les puissantes compagnies financières : Banque de France, Banque de Paris et des Pays-Bas, etc. Comités des forges, des bouilleries, trusts des chemins de fer, des produits chimiques, etc.

La forme politique de ce gouvernement qui représente l'Etat — l'Etat qui à l'heure actuelle a un passif formidable — est sous la dépendance du capital. Ainsi la féodalité aristocratique a succédé à une autre féodalité en rapport étroit de l'esprit propriétaire d'un régime démocratique ; la première sanctionnait l'omnipotence, l'infailibilité de l'église, la deuxième a fait du veau d'or l'unique dieu et lui a tout subordonné. L'une a assassiné au nom d'une religion, elle a l'inquisition, des crimes sans nombre ; l'autre a à son actif les guerres coloniales et continentales modernes et a érigé la misère en principe gouvernemental.

Vitupérer de la sorte contre la politique et l'Etat émane d'intentions louables, mais il n'est pas tout problème ; car la liberté d'action du parlement — lorsqu'il est de bonne volonté — s'arrête au moment où elle s'aperçoit que l'autorité du capital démagogie parlementaire a donc fait son temps ; nous l'avons toujours dénoncé. Plus que jamais les faits nous prouvent que l'acte révolutionnaire primordial doit être l'abrogation immédiate de la propriété productive.

Le problème social est un problème économique.

Que les travailleurs ne perdent donc pas leur temps à la conquête de réformes illusoires, ce qui les ferait se retourner dans un cercle vicieux. La politique a été absorbée, il y a longtemps, par le capitalisme, nous n'avons plus devant nous que des porteurs de coupons, que des actionnaires.

Tant que cette espèce existera, l'harmonie entre les hommes sera impossible ; et maintenant que nous avons un quotidien, ordonnons avec plus d'intelligence et de méthode notre action pour saper et détruire les puissances d'argent.

Bernard ANDRE.

Réunion du conseil d'administration

Les camarades administrateurs sont priés d'assister ce soir, à 8 h. 30, à la réunion qui se tiendra au lieu habituel.

A travers le Pays

Un discours de M. Loucheur

A l'issue d'un guesclon organisé par la Fédération républicaine du Nord, M. Louis Loucheur, ancien ministre, député du Nord, a cru bon, après avoir ouvert la bouche pour y glisser des mots succulents et variés, de prolonger cet exercice pour laisser tomber de cette même bouche des mots, qui, ajoutés les uns aux autres, forment ce qu'on appelle un discours.

Discours vide et terne, comme tous les discours d'anciens ministres qui n'aspirent qu'à le redevenir.

Ayant passé en revue la question financière, la question religieuse, M. Loucheur parla de la « lutte des classes ».

Il se basa sur le « communisme » instauré en Russie, ne voyant ou ne voulant voir en ce régime que la « panacée » tant désirée par les travailleurs, comme si le communisme tel qu'il fonctionne en Russie pouvait être pris pour modèle.

Sur la question du logement, il faut, dit-il, construire pour les ouvriers cinq cent mille maisons en dix ans.

« Le désir de remplir de joie la gaie demeure par les cris des enfants doit être réalisé. »

Ce refrain, nous l'avons entendu maintes fois, et nos bons républicains l'ont seriné bien longtemps avant M. Loucheur.

En ce qui concerne les syndicats, ceux-ci devront s'assigner un but nettement professionnel. Des garanties d'ordres divers seront données au « travailleur honnête ».

Par cette expression, on devine de quels travailleurs M. Loucheur veut parler : de ces ouvriers qui ne réclament jamais et qui laissent aux capitalistes le soin de les tondre.

Pas besoin de créer des syndicats dans ce cas : l'exploitation patronale suffit.

Puis quelques considérations sur les conseils d'usines, la participation aux bénéfices, les assurances sociales.

Enfin, il conclut :

« Oui, ayons un idéal, mais fondons-le sur des réalités et non sur de simples théories. »

« Donnons à chacun le goût de vivre. Que l'enfant, lorsque son cerveau s'éveille, aperçoive pas sur la route que l'ombre des souffrances, mais aussi la lumière du bonheur ! »

« Et maintenant, unissons nos cœurs en une pensée nationale. M. Poincaré poursuit la défense de nos droits ; tous, sénateurs et députés, nous avons ratifié cette politique. »

« C'est à cette politique, à M. Poincaré et à M. Millerand, que je vous propose de voter nos vœux. »

« Vive la République ! »

Et les pommes de terre frites.

C'est toute la morale à tirer de ce discours, vide comme le crâne d'un politicien.

Contre la répression

Les organisations ouvrières révolutionnaires de Lille ont manifesté pour l'amnistie et en faveur de Parreye. Tout le long du cortège, on a crié : « Amnistie ! » et « Vive Germaine Berton ! », « A bas Daudet ! ».

A la fin du cortège, nous avons subi un discours de Monmousseau : « Révolution avec baïonnettes rouges », etc.

Dans la foule, des copains ont répliqué : « Vive la commune de Cronstadt ! ».

MIDOL DEVANT LES JUGES... ENCORE !

Orange, 24 décembre. — Midol est convoqué pour le 27 décembre devant le tribunal correctionnel d'Orange.

En 1921, le même tribunal l'avait déjà condamné par défaut.

Vat-on se décider enfin à lui faire la paix à laquelle il a droit ?

TOUJOURS L'ARGENT !

Toulon 23 décembre. — L'Arabe Hamed Belkacem a été frappé aujourd'hui d'un coup de couteau à l'abdomen par le marchand ambulancier Fabien Venturini, âgé de 52 ans. La victime a succombé à l'hôpital où elle avait été transportée. Le meurtrier a été prévenu par une discussion d'intérêts. Hamed Belkacem refusant de rembourser une somme de 200 francs que lui avait prêtée Venturini.

A LA RECHERCHE DES FAUX-MONNAYEURS

Bourges, 24 décembre. — La police de Bourges a opéré une perquisition au domicile de la famille Daout, dont un des fils était présumé faire partie de la bande de Marseille qui a émis des faux billets de 20 francs. Mais avant cette perquisition,

Daout, âgé de 40 ans, repris de justice, avait quitté Bourges à pied, en compagnie d'une femme dont on possède le signalement et d'une troisième personne. Une trentaine de faux billets placés chez des commerçants de la ville ont déjà été retrouvés par la police.

On ne les rate pas ceux qui veulent faire une concurrence déloyale à l'Etat français !

UN ACCIDENT

Marseille, 25 décembre. — Ce soir, vers 5 heures, un taxi automobile est entré en collision sur la promenade de la Corniche avec l'automobile de Mme Muraton, qui venait du Prado. Aucun des occupants des deux voitures n'a été blessé, mais un promeneur, le sergent Sollet, du 22^e colonial, qui s'était garé près du parapet, a été projeté d'une hauteur de 10 mètres sur les rochers, puis à la mer. Son cadavre a été retiré, les jambes brisées et le crâne fracturé.

Que devient le « Dixmude »

Voilà plusieurs jours qu'on est inquiet sur le sort du *Dixmude*. Ce dirigeable est monté par une cinquantaine d'hommes et par le capitaine de vaisseau Yvon. Le bruit avait couru que le contre-amiral Gilly était à bord, mais cette nouvelle est erronée.

Le poste de Kébili déclare avoir aperçu le dirigeable le 24 décembre, à 19 heures, et avoir lancé un radio resté sans réponse.

Le vent étant assez faible en ce moment, il se pourrait que le *Dixmude* ait pu atterrir dans ce qu'on appelle la région des Gours, petites collines avec coulees de sable.

Au moment de mettre sous presse, l'agence Havas a communiqué la dépêche suivante :

Toulon, 25 décembre. — Le poste de radiotélégraphie du Mourillon a intercepté à 18 h. 06 le radiotélégramme suivant, adressé au « Dixmude » par le poste de Bizerte : « Ici Bizerte ; faites signaux optiques par trois fusées. »

Il ne faut pas conclure de ce radiotélégramme que le « Dixmude » aurait été aperçu par Bizerte ; il s'agit vraisemblablement d'un radiotélégramme que le poste de Bizerte a émis par précaution pour le cas, peu vraisemblable, où le « Dixmude » serait revenu vers le Nord, mais rien jusqu'ici n'a confirmé ce retour.

On ignore, à cette heure tardive, ce qu'est devenu le grand dirigeable. On frémit d'épouvante en songeant qu'une catastrophe a pu se produire et que des hommes ont pu être envoyés à la mort par des imbécies qui ne se sont nullement soucies des conditions de voyage du ballon.

Le nom des responsables ?

En peu de lignes...

— Un enfant de trois ans, Henri Pêret, de Reims, tombe d'un express sur la voie. Broyé par le train.

— A Boulogne-sur-Mer, la police arrête Daniel Perry qui avait pris le collier de perles d'une grande duchesse de la cour de Russie.

— Près de Nancy, un incendie éclate dans une ferme. Pompier blessé. 200.000 francs de dégâts.

— A Moulins, Pierre Rondepierre, 63 ans, sans logis, se suicide.

— A la gare d'Agnessac, près de Rodez, M. Fontaine, 46 ans, surpris par le train, est écrasé.

— A Toulouse, près du canal de la Garonne, on découvre le cadavre d'un nouveau-né à moitié dévoré par les chiens et les rats. Ce n'était certainement pas le fils d'un millionnaire.

— Entre Le Puy et Saint-Etienne, un train déraile. Quelques blessés.

— A Bordeaux, rue Rougier, Bouillaf Moadit, 25 ans, et Mantou, se prennent de querelle. Ils se battent. Un ami intervient. Bouillaf le tue à coup de revolver.

UN MEURTRE

A Aix-en-Provence, un soldat du 22^e colonial a été attaqué dans les vieux quartiers par une bande de jeunes gens. Frappé sur différentes parties du corps, le militaire n'a pas tardé à succomber à l'infirmerie où on l'avait transporté.

LES SUTES D'UN ACCIDENT

A Reims, M. Laillet, âgé de 37 ans, sous-chef de gare de Chailvet, qui, au cours d'une battue aux sangliers dans la forêt d'Anizy, avait reçu une charge de chevrotines du garde-chasse Hallier, a succombé à ses blessures.

de nouveau que la moitié des métiers se sont arrêtés. La dernière fois que j'ai vu mon frère, ses économies étaient épuisées. A la nécessité de vivre s'est toujours ajoutée, chez lui, celle d'aider plus pauvre que soi. La grande maison où demeure ton oncle a adopté deux enfants qui sont maintenant à la charge des Fournier : Mon Dieu ! il me semble cependant que si les hommes de bonne foi, fabricants ou ouvriers, comme M. Chazal et ton oncle, voulaient s'entendre, tout irait mieux. Mais tu diras que je n'y entends rien. C'est évident. Tout ce que je demande, moi, c'est la paix et le bien de tous.

— Sais-tu ce que nous allons faire, maman ? dit Victor. Tu mettras ton chapeau, ton châle, tu prendras mon bras, et nous irons embrasser nos parents.

Sortir ! Au bras de son fils, Marcher à côté de lui ! Jouir de la sympathie qu'il inspirait, même aux inconnus ! Le mener au frère qui jadis lui avait dit : « Ma pauvre Hélène, la maternité le sauvera ! » et pouvoir, à vingt-cinq ans de distance, répondre : « Tu avais raison, frère ; j'ai été mère et je suis sauvée ! » Tout cet ensemble de joies redonna pour une minute l'animation de santé à la pauvre femme.

Machinalement, obéissant à une habitude, elle s'approcha de la fenêtre pour regarder le temps qu'il faisait.

L'heure était précisément la même que la veille, lorsqu'elle attendait son fils à l'arrivée du paquebot, et par association d'idées, elle revit le quai encombré, elle entendit la cloche du vapeur, assista au débarquement des voyageurs...

Tout à coup :

— Non, dit-elle, je ne sortirai pas. L'air est froid et je me sens un peu malade.

Sa voix tremblait. Elle balbutiait presque.

(A suivre.)

Le Drapeau Noir

par

Tony RÉVILLON

PREMIERE PARTIE

VIVRE EN TRAVAILLANT

II

L'Hirondelle n° 2

Un voisinage de vingt ans ne va pas sans rapports, même entre gens de conditions diverses. M. Chazal connaissait Mme Fabry. Il était sûr d'elle et permettait à sa fille de la fréquenter. La tristesse de la veuve n'avait point étonné Hermia, reçu habitué chez elle aux expansions de la famille. A la longue, elle remarqua que ses visites apportaient une sorte de gaieté à sa voisine, et le sentiment qu'elle était une cause de joie la rendit elle-même plus gaie. Il y a du magnétisme dans la passion. Mme Fabry, vouée à son fils, parlait de lui sans cesse, à tout propos. En l'écoutant, Hermia s'intéressait à ce jeune homme, le premier dont il eût été question devant elle. Elle interrogeait Mme Fabry sur l'absent, sans bien faire la part entre son désir d'être agréable à la mère et sa propre curiosité. Elle finit par ne pouvoir détacher sa pensée de ce Victor, qui les récits d'Hélène lui

L'ACTION ET LA PENSÉE DES TRAVAILLEURS

Les grèves

Les Musiciens. — La décision des musiciens a été appliquée avec succès. Les boîtes qui ont été appliquées à leurs revendications ont eu de la musique, les autres n'en ont pas eu.

Voici la liste des établissements à boycotter :

Groupe Aubert. — Aubert-Palace, Electric, Tivoli, Saint-Paul, Montrouge, Palais-Rochecrouart, Gambetta, Paradis, Grenelle, Régina, Voltaire.

Groupe Fournier. — Lutetia, Royal, Louxor, Capitoile, Métropole, Féerie, Lyon-Palace, Belleville-Palace, Saint-Marcel, Le-courbe, Olympique, Kursaal de Boulogne.

Il faut y ajouter les firmes : Gaumont, Pathé, Aaron.

Le Syndicat donnera chaque jour la liste des maisons réfractaires. Il compte sur le public ouvrier pour l'aider.

Verriers de Courbevoie. — Le mouvement continue sans défaillance. Les grévistes ont tenu, hier, une réunion à La Garenne-Colombes.

Guis et Peaux. — La situation est la même, avec ces jours de fête. Les ouvriers sont décidés.

Lithographie. — Les neuf dixièmes des patrons ont cédé. Le dernier dixième cédera aussi.

Livre. — Le Comité de grève va prendre des mesures contre les quelques maisons qui résistent encore.

Les cheminots révoqués

Le dernier congrès national des cheminots unitaires s'est occupé des révoqués. Un groupement a été constitué à cet effet.

Dans les milieux ouvrier, on oublie trop facilement que 25.000 camarades, les plus actifs, ont été congédiés pour avoir affirmé le droit de grève.

L'opinion publique est ballotée par les événements d'actualité et ne pense plus aux victimes des grandes grèves qui semblaient annoncer un monde nouveau.

Certes, sur les 25.000 révoqués, beaucoup ont fait une rééducation professionnelle et voient leur horizon ailleurs que sur une voie ferrée, mais il y en a toujours, et c'est le plus grand nombre qui sont des déracinés et qui, pour vivre, ont fait mille métiers et ont connu mille misères.

Une injustice a été commise : le droit de grève a été bafoué. Cela devrait suffire pour créer un grand courant d'opinion en faveur de la réintégration.

Alors que le trafic des réseaux augmente, que le personnel qualifié est insuffisant à tel point qu'on fait appel à la main-d'œuvre étrangère, que le matériel est mal entretenu, que les accidents sont fréquents, il y a toujours 25.000 professionnels qui sont à la porte parce qu'en un jour d'espoir révolutionnaire ils ont osé lever la tête.

Une classe ouvrière qui tolère cela n'est pas bien vigoureuse. La division et l'inaction vont-elles encore durer longtemps ?

CONTRE LA VIE CHÈRE

Un appel

Le Cartel unitaire lance l'appel suivant à ses organisations :

Camarades,

Les salaires des Administrations et des Services publics viennent de subir, à la Chambre, un sérieux échec.

Nos 1.800 francs sont repoussés.

Pouvons-nous accepter ce défi sans broncher ?

Nous ne le pensons pas. Si nous le faisons, nous abdiquerions toute dignité et à la fois nous donnerions une impression d'impuissance dont les Pouvoirs publics ne manqueraient pas d'abuser.

Il faut donc que nous réagissions.

Nous ne savons pas encore si le Sénat se prononcera dans le courant de la semaine. Aussi bien, de deux choses l'une :

Où il ne se prononcera pas et alors il convient que nous multiplions nos manifestations pour faire pression sur lui ;

Où il se prononcera contre nous et alors il conviendra de manifester partout notre indignation et d'envisager avec l'ensemble des travailleurs des services administratifs et concédés les moyens d'obliger le Gouvernement à nous accorder nos 1.800 francs de plus en plus indispensables à notre existence.

Aussi, nous vous demandons d'organiser dans votre ville, pour le dimanche 30 décembre, un vaste meeting suivi, autant que possible, d'une grande manifestation.

Vous voudrez bien entrer en relation avec les différentes organisations adhérentes au Cartel Unitaire et, autant que possible, avec les organisations confédérées et les fonctionnaires, pour organiser en commun la manifestation.

Il faut agir tout de suite et ne pas remettre cela à une date ultérieure.

Le Secrétaire : Lartigue.

Pour les 1.800 francs

On le voit, nos camarades du Cartel Unitaire se démentent activement pour obtenir l'indemnité de vie chère de 1.800 francs. On peut dire qu'ils luttent sans trêve ni repos. Pourquoi sont-ils donc les seuls, pour ainsi dire, à se trouver dans la rue alors que cette modeste revendication intéresse tous les malheureux fonctionnaires ?

Le Cartel confédéré et la Fédération des fonctionnaires qui est autonome, ont été partisans aussi, à un moment, de faire des démonstrations.

La lutte contre la vie chère est un excellent terrain d'action commune. Et si les fonctionnaires : confédérés, unitaires, autonomes bataillent ensemble contre la misère qui les affligent tous, ce sera là un excellent prétexte pour l'unité.

Le prolétariat des administrations ne peut pas oublier que le moment est aussi nécessaire que propice pour faire l'union.

DES DEFFIS !

Alors que la partie laborieuse de la population trime et végète, des restaurants de luxe ont affiché, à l'occasion du Réveillon,

des prix allant de 150 à 300 francs, sans comprendre les dépenses de vins fins et autres « suppléments ».

C'est un véritable défi lancé à la classe ouvrière. Le voilà bien, crûment étalé, le contraste social qui motive la lutte de classe.

Les parasites s'empiffrent, les producteurs se serrent la ceinture. Un régime aussi honteux va-t-il encore durer longtemps ?

EN PROVINCE

Les Cheminots d'Hellemmes (Nord) ont réclamé la réintégration des révoqués, les 1.800 francs, les 8 heures, l'unité sur la base de la Charte d'Amiens et l'amnistie complète.

Les Cheminots de Don Sainghin (Nord) ont repoussé les amonnes gouvernementales et réclamé les 1.800 francs.

Les ouvriers de l'arsenal de Lorient ont parcouru les rues de la ville en réclamant les 1.800 francs.

A Versailles, le Conseil municipal a alloué une indemnité de vie chère de 1.100 francs à tout le personnel.

C'est un commencement.

Brochures confédérales

Le Bureau confédéral annonce pour paraître, en fin d'année, deux brochures sur le Congrès de Bourges :

1° Une Voie d'Allemagne, brochure de 24 pages contenant le discours du délégué allemand, avec une préface de Monmousseau ;

2° De Saint-Etienne à Bourges, brochure de 48 pages relatant les discours de Cazals et de Monmousseau sur l'orientation.

Quelques commentaires s'imposent. Le Congrès a bien décidé l'impression du discours de notre camarade allemand, mais il n'était pas question d'une préface du vaniteux et tendancieux Monmousseau. Si ce commis du P. C. a trouvé une approbation à ce sujet dans les Benis-Oui-Oui qui l'entourent, il n'en sera pas de même des organisations syndicales.

Les cotisations syndicales doivent être employées suivant les décisions des Congrès, et non pas au gré des intrus qui ne recherchent que la réclame personnelle et le bénéfice pour un parti politique.

En agissant ainsi les dirigeants confédéraux vont voir augmenter le mécontentement légitime qui monte autour d'eux. On dirait que leur majorité « écrasante » leur fait perdre la tête. Que recherchent-ils ? Le boycottage de cette brochure ou une nouvelle édition sans préface ? Car, il faut le dire, mettre une préface de Monmousseau sur le discours du délégué allemand, c'est vouloir mettre une eau purgative dans un vin généreux.

A propos du discours de Cazals, Monmousseau ferait bien de le lire et de le relire. Si le discours de Cazals eût spontanément les honneurs de l'impression, c'est parce qu'il suit remuer les cœurs et toucher les cerveaux.

Les malins du P. C. qui croyaient avoir bien en main le Congrès parce qu'ils avaient amené en nombre leurs mercenaires, n'ont pu empêcher l'émotion intense qui se dégageait de la franchise et honnête intervention de Cazals. Ils ont bien essayé d'ergoter sur la proposition d'impression, mais ils ont dû s'incliner devant la grosse vague approbative. Et puis, ils ont cru se rattraper en demandant l'impression des élocutions de leur favori ; ils demandaient une amonnes que le Congrès leur a donnée dans un moment de lassitude et de pitié.

Question de tendances à part, s'il y eut un discours notable à Bourges, ce fut celui de Cazals. Nous sommes d'autant plus à notre aise pour en parler que l'orateur n'est nullement lié à nous.

Cazals à la tribune, content simplement ses déceptions de Saint-Etienne à Bourges, ses rancœurs, au Bureau confédéral, et terminant honnêtement ainsi : « Oui, je m'en vais, j'en ai assez ! Je regrette pour le mouvement ouvrier que d'autres ne fassent pas le même geste. Je suis sûr que qu'ils sont nuisibles à la C. G. T. U. et « néfastes à l'unité ouvrière ! »

Ces paroles dignes et fières mériteraient-elles la dégradante promiscuité des balivernes creuses du versatile Arlequin qui croit que c'est lui la C. G. T. U. ?

En quels temps vivons-nous ?

LE NOEL DES PARISIENS

Une menace d'augmentation dans les Transports

Le Comité consultatif des transports en commun a donné un avis favorable à la proposition d'augmentation des tarifs des autobus et tramways. Il y a aussi une menace d'établir le tarif de 1re classe à toutes les places, les dimanches et jours fériés.

Le Conseil général en discutera demain. On dit que le préfet de la Seine, M. Juillard, est adversaire du relèvement des tarifs. Les conseillers socialistes et communistes et quelques autres combattent le projet. Mais l'assemblée départementale, dans sa majorité, est bien capable d'imposer à nouveau la classe laborieuse pour équilibrer son impossible budget.

Le pain est menacé, lui aussi, d'une nouvelle augmentation. Les Parisiens acceptent-ils de pareils cadeaux à l'occasion de Noël ?

Nous ne comprenons pas que les moyens de transports soient aussi chers pour les ouvriers de la Seine. A Lyon, par exemple, le voyageur a droit à quatre billets pour dix sous, ce qui lui permet d'aller travailler le matin, d'aller déjeuner chez lui, de retourner à son ouvrage et de rentrer le soir à la maison. Pourquoi n'avons-nous pas à Paris les mêmes avantages ?

Pourquoi, d'autre part, la T. C. R. P. ne délivre-t-elle pas des aller et retour jusqu'à 9 heures comme le Métro et le Nord-Sud ?

La classe ouvrière, du compagnon en cotte à l'élégante midinette, doit agir vigoureusement sur ce terrain comme sur d'autres

DANS LE BATIMENT

Une double réponse

En quinze jours, voici trois fois que je suis mis en cause par Noël et Teulade dans la Vie Ouvrière et l'Humanité.

Pour Noël, je n'ai rien à ajouter à la mise au point des syndicalistes-révolutionnaires espagnols publiée ces jours derniers par notre Libertaire.

En ce qui concerne les affirmations tendancieuses de Teulade, il n'en est point de même. Voyons voir :

Dans la Vie Ouvrière de la semaine dernière, le leader des communistes politico-syndicaux a écrit à peu près ceci :

« Oui, Boudoux, les communistes pensent comme toi à propos des Ghildes ; ils considèrent qu'elles sont des déviations du syndicalisme et de la lutte révolutionnaire, mais il suffit que les communistes pensent ainsi pour que certainement tu penses autrement. »

J'ai l'avantage d'être un de ceux qui combattent par la plume l'idée des Ghildes lorsqu'elle fut lancée dans les milieux ouvrier. Et cela dans une série d'articles intitulés : « Les Ghildes sont des déviations du syndicalisme. »

D'autre part, au S.U.B., en accord avec mes camarades charpentiers en fer, je fis une opposition, soit au Conseil général, soit à plusieurs assemblées. Je fus combattu à l'aprem par les principaux militants du syndicat et de l'U.S.T.I.C.A. et particulièrement par Teulade qui, à ce moment, considérait les Ghildes comme des moyens de réalisation et leur accordait toutes les vertus.

Aujourd'hui, comme hier et toujours, en accord avec la section des charpentiers en fer, nous considérons les Ghildes comme des expériences du plus plat réformisme et comme la pire de toutes les déviations du mouvement syndicaliste.

Que nos adversaires d'hier, les partisans des Ghildes, soient aujourd'hui convertis à notre point de vue, j'en suis très satisfait et je ne chanterai pas victoire ; je me félicite tout simplement d'avoir été tenace et de ne désespérer pas, dans un bref avenir, de voir se réaliser d'autres conversions !

Autre chose, maintenant. Dans l'Humanité, le secrétaire des charpentiers en bois a passé un papier sur la dernière assemblée générale du S.U.B., c'est son droit, mais pourquoi cette manie d'altérer la vérité au bénéfice d'un point de vue tendancieux ?

Enfin, ça suffit. Le bureau du S.U.B. a remis les choses au point, en ce qui le concerne. Je ne vais relever que le passage suivant :

« Quelques affirmations plus ou moins gratuites furent apportées par Boudoux : « Teulade ne défend pas ici une tendance à la déviation ; il est l'homme d'un parti. » Ce qui fut l'occasion pour Vésine de lui crier : « Et toi ? » En effet, si des affirmations de ce genre pouvaient être faites, ce n'est certes pas par Boudoux, quand on connaît la position qu'il occupe au Libertaire et à l'Union Anarchiste. »

En effet, j'ai reproché et je reproche à Teulade, à Nicolas et à leurs amis, mais particulièrement au premier, d'être exclusivement les serviteurs zélés de leur parti, le parti communiste, sans se préoccuper du mal qu'ils font au mouvement syndicaliste.

J'ai signalé tous les dangers de l'ingérence politique et j'ai crié casse-cou. Je n'apprends, du reste, rien à personne. Depuis toujours, c'est mon point de vue et c'est celui du syndicalisme révolutionnaire et des fédéralistes.

Ah ! oui, c'est vrai, je suis anarchiste ; je suis un vieux collaborateur du Libertaire hebdomadaire et il paraît que pour ces raisons je dois la boucler. Tout doux, citoyens.

J'ai déclaré, à l'assemblée générale du S.U.B., que les ouvriers anarchistes étaient presque tous des syndicalistes de la première heure, car ils s'honorent d'être des fidèles disciples de F. Pelloutier.

D'autre part, le syndicalisme n'a rien à craindre de l'anarchisme. Les anarchistes ne veulent rien subordonner. Ils donnent, sans rien demander, tous leurs efforts au mouvement ouvrier et économique qu'ils considèrent autonome et indépendant des partis et des Etats.

Notre but est de réaliser l'anarchie. Aussi nous considérons le syndicalisme fédéraliste comme le seul groupement capable de détruire le régime capitaliste et d'établir une société sans maître.

Pour toutes ces raisons, nous sommes des syndicalistes complets et intégraux.

En ce qui concerne ma position au Libertaire et à l'Union Anarchiste, elle est celle d'un militant anarcho-syndicaliste qui fait dans la mesure du possible des efforts désintéressés pour servir ses idées.

J.-S. Boudoux.

COMITE DE DEFENSE SOCIALE. — Ce soir (mercredi), tous les membres du Comité sont priés d'assister à la réunion qui aura lieu à 20 h. 30, au local habituel.

Situation du Comité. Affaires en cours. Correspondance.

Pour perfectionner notre quotidien

Souscription à l'Emprunt de 150.000 Frs

Je, soussigné (Nom, prénoms, adresse)

declare souscrire à _____ part (nombre en toutes lettres) de cent francs chacune, pour le « LIBERTAIRE » quotidien, dans les conditions fixées par le Congrès de l'Union Anarchiste des 12 et 13 août.

_____ , le _____ 1933.

(Signature)

Les souscriptions sont reçues tous les jours à l'Administration du « LIBERTAIRE » 9, rue Louis-Blanc, de 9 heures à midi et de 14 à 19 heures, le dimanche, de 9 h. à midi. Par correspondance, adresser les sommes souscrites : Chèque postal Féralend, 586-65, Paris.

Syndicalisme et Gouvernement

Les gens de Moscou et leurs partisans soutiennent qu'ils n'ont pas mis, ni ne veulent mettre le syndicalisme en tutelle, qu'ils ne l'ont pas mutilé et qu'une telle chose n'a jamais été dans leur intention, qu'ils ne veulent ni n'ont voulu lui ôter aucun de ses attributs. Partant de cette thèse, il paraîtrait que les poursuites dont seraient victimes nos camarades russes ne seraient pas le résultat d'un système gouvernemental ni d'une conception théorique ou d'un principe général de l'organisation sociale, mais des trahisons conscientes ou inconscientes qu'ils commettent.

Cette affirmation a été maintes fois démentie par les faits eux-mêmes. Seule, la facilité avec laquelle nous sommes, dès avant la révolution, considérés et traités comme contre-révolutionnaires, nous donne la mesure de la vérité contenue dans les déclarations des tchékistes internationaux. Mais il est une autre vérité, qui n'a pas même besoin des faits et méfaits pour s'imposer par sa logique irréfutable. Et elle démontre, sans que personne puisse lui répondre victorieusement : 1° que le triomphe du Parti Communiste, comme de tout autre parti, implique inévitablement la mutilation du syndicalisme dans ses attributs, et 2° qu'en conséquence, les persécutions dont ses défenseurs sont victimes sont le résultat fatal de cette ligne de conduite.

Cette vérité, la voici ! Le parti communiste aspire à constituer un Gouvernement ; or, un gouvernement, quel qu'il soit, a pour but d'ordonner, selon une ligne ou un programme politique quelconque, la vie de la nation. Le Gouvernement est, en quelque sorte, le directeur effectif de l'existence nationale. Il donne à l'activité générale une forme et un but déterminés. Mais surtout, il contrôle cette activité. Il en ramène à lui toutes les branches, et, responsable devant les autres et devant lui-même de tout ce qui se passe, il doit marquer par des lois, des décrets et des mesures de tout ordre, quels sont les limites, les cadres, les modes d'action de toutes les forces sociales.

Un Gouvernement gouverne. Cette lapalissade est, hélas ! nécessaire aujourd'hui. Il est le centre et le centralisateur de la vie de la nation. On ne saurait concevoir un gouvernement qui laisserait le champ libre à certains noyaux de la vie sociale, qui mettrait en tutelle ceux-ci et pas ceux-là, provoquant ainsi d'innombrables conflits entre lui-même et les organisations libres, qui, forcément, empireraient sur son terrain. Il doit tout ordonner, réglementer, harmoniser, selon sa conception de l'harmonie, naturellement.

Cela est évident pour tout le monde, sauf pour les sophistes volontaires. Et s'il en est ainsi, peut-on attendre d'un Gouvernement qu'il laisse agir en toute indépendance des organisations ouvrières aussi importantes que les syndicats, dont le but n'est rien moins que s'emparer des moyens de production et d'échange pour administrer et diriger la branche la plus importante de l'activité humaine et des besoins de la société : l'économie ? Il faut être stupide ou de mauvaise foi pour soutenir semblable thèse.

Si le Gouvernement accorde l'indépendance aux organisations économiques, il cesse dès ce moment de gouverner ; il n'est plus qu'une caricature de ce qu'il devrait être. Si, par contre, il gouverne réellement, aucune indépendance n'est possible pour personne, moins encore pour des courants d'idées et d'activité comme le syndicalisme. Dans la meilleure des hypothèses, il réglementera la liberté du syndicalisme, mais, en réalité, laissant de côté la métaphysique autoritaire, il lui fixera les limites qu'il jugera d'accord avec ses plans.

Il va sans dire que quiconque luttera pour la liberté d'action des syndicats, défendant le principe de la production aux producteurs et la consommation aux consommateurs, heurtera de front la volonté des dirigeants ; tant que cette revendication ne sera que platonique, elle sera tolérée ; mais, quand elle deviendra dangereuse, elle sera combattue par les moyens qu'emploient ordinairement tous les gouvernements : persécutions de tous genres.

Abandonnant le domaine purement théorique où je suis resté volontairement parce que ma besogne était moins facile, je puis maintenant citer quelques exemples : il n'est pas un congrès communiste russe où le rôle et les tâches des syndicats ne soient étudiés et définis ; les décisions prises sont ensuite invariablement adoptées pour le Congrès panrusse des Soviets. Mais qu'elles le soient ou non, les communistes, s'ils étaient soucieux de l'autonomie des syndicats, devraient traiter ces questions aux Congrès des Syndicats, et rien qu'à ces Congrès.

Tout le monde a pu lire, dans les thèses de l'Internationale Communiste, que celle-

ci est l'avant-garde consciente du prolétariat. D'où déduction obligatoire qu'elle doit guider les masses ouvrières. Le parti russe l'a dit et répété, un peu plus crûment parce qu'il ne craint plus les critiques qu'il a sagement étouffées. Il va sans dire que cette avant-garde consciente ne réduit pas son rôle à se faire casser la margoulette, et qu'elle l'étend à tout et partout.

Le principe gouvernemental est donc théoriquement et pratiquement, ennemi de toute liberté qui n'est pas la sienne, de toute attitude qui se dérobe à son contrôle, de toute activité indépendante de sa législation. Le Gouvernement est condamné à soumettre ou à écraser ceux qui ne se plient pas devant son pouvoir. Et d'avantage encore lorsqu'il exerce une dictature qui signifie exacerbation du contrôle et de la centralisation.

Gaston LEVAL.

Communiqués Syndicaux

Jeunesse Syndicaliste du Bâtiment. — Réunion aujourd'hui mercredi, à 20 h. 30, aux bureaux 13 et 14, Bourse du Travail, 4^e étage.

Une causerie sera faite par le camarade J.-B. Vallet.

Employés de la Seine. — Assemblée générale demain jeudi, à 20 h. 30, très précises, salle Raymond-Lefebvre, 8, avenue Mathurin-Moreau. Renouvellement partiel du Conseil.

Hospitaliers. — Les camarades sont priés de répondre à la circulaire de la section. Les cartes de 1924 sont à leur disposition.

Métaux 18^e Section. — A 21 heures, salle Garriques, 20, rue Ordener, Paris (18^e).

Typo-Linos. — Ce soir, au local et à l'heure habituelle, réunion du Conseil.

Aménagement. — Le Congrès des fabricques de l'aménagement parisien a décidé les résolutions suivantes :

Le jeudi 27 : Pour les maisons Pascal, Cozette, rue de Montreuil, ainsi que pour toutes les fabricques de la rue de Montreuil comprises entre le boulevard de Charonne et l'avenue Philippe-Auguste, réunion générale à 18 heures, salle Pédroletti, 38, rue de Montreuil, Paris XII.

Orateurs : Rossignol, De Grovic et Guérard.

Le vendredi 28 : Maisons Smitt, 24, rue Dautencourt ; Rosman et Belermicz, 213, rue Championnet ainsi que la fabricque du 211, Billard et Rousseau, 4, rue Lacaille ; Gâteau, 188, rue Legendre et la fabricque de pianos, 196, rue Legendre. Réunion générale à 18 heures, salle de la Maison des Syndicats, 172, rue Legendre, Paris, 17^e.

Orateurs : Fayet et Hemiet.

C. I. d'Issy-les-Moulineaux. — La réunion aura lieu ce soir à 20 h. 30, rue André-Chénier.

C. I. du Pré et des Lilas. — Réunion aujourd'hui, 26 décembre, à 21 heures, salle du Comité inter-syndical, 89, Grande-Rue, au Pré-Saint-Gervais.

Ordre du jour : L'inauguration de la Maison des Syndicats pour le 6 janvier.

Minorité des Métaux. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, avenue Mathurin-Moreau.

Métaux de Versailles. — Ce soir et tous les prochains, à 20 heures 30, cours de dessin gratuit, à la Bourse du Travail, 5, rue Dangeau.

U. I. des Syndicats de Saint-Germain. — Demain jeudi, à 21 heures, réunion des délégués et acteurs, salle du Sphinx, rue de Poissy, pour la fête du 29.

Dans le S. U. B.

Serruriers. — En raison des décisions prises à notre dernière assemblée, tous les camarades de la section sont priés d'être présents à la réunion qui aura lieu ce soir, à 18 heures, salle Pelloutier, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Ordre du jour : Constitution des délégués d'atelier.

Les premiers tracts pour notre grand meeting corporatif avec les charpentiers en fer seront à la disposition des camarades. Présence indispensable.

Plombiers-Couvreurs. vendredi 28, à 17 heures 30, assemblée générale extraordinaire. La présence de tous est indispensable.

Permanence prud'homale de 19 à 20 heures, bureau 13, 4^e étage à la Bourse du Travail.

La Vie de l'Union Anarchiste

Groupe de Vincennes. — En vue de la formation du groupe de cette ville, les copains peuvent se réunir, ce soir à 20 h. 30, salle de l'Amicale, rue des Laillères, Vincennes.

Groupe Théral. — Aujourd'hui 28 décembre, répétition, 7, rue Lacharrière (Square Parnette), salle de bal. Sont spécialement convoqués : Jiff, Bicot, Marceau, Voiture, Duck et tous ceux qui nous ont offert leur concours.

Causeries Populaires de Lyon. 17, rue Marignan. — Vendredi 28 décembre, à 20 h. 30, causerie éducative, au siège, sur l'autorité parmi les âges et le suffrage universel, par le camarade B. Perrier. Invitation cordiale à tous et à toutes.

Fédération anarchiste du Sud-Est. 17, rue Marignan. — En raison des fêtes de Noël, la réunion aura lieu aujourd'hui mercredi, à 20 h. 30.

Comité d'initiative, compte rendu de la situation financière de la Fédération.

Situation du « Réveil Libertaire ». Tournee et Congrès à organiser.

Le quotidien « Libertaire ». Questions diverses.

Nous comptons sur la présence de tous. Pour la Fédération Anarchiste du Sud-Est, Le secrétaire, Claude Journet, 169, route d'Herbeux, Lyon-Monplaisir (Rhône) (VII^e).

Occasions

“ INTENTIONS ”

par OSCAR WILDE

Un volume d'essais, traduction française de Hughes Rebelle et Charles Grolleau, avec une préface par ce dernier, portrait en héliogravure d'Oscar Wilde.

Un volume in-8^e écu Valeur : 15 fr. Occasion : 6 francs franco. Recommandé, 7 francs.

Librairie Sociale : 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

Chèque postal : Soubervielle 598-55, Paris.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le gérant : Gaston MEUNIER

Imprimerie spéciale du Libertaire 10-12, rue Paul-Lelong, Paris